

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Autres opérations

Regroupement d'actions / d'obligations

Biophytis

Société anonyme

Au capital de 2.292.033,16 euros

Siège social : 14, avenue de l'Opéra - 75001 Paris

492 002 225 RCS Paris

(la "**Société**")

AVIS DE REGROUPEMENT D'ACTIONS

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 17 avril 2023 (l'« **Assemblée Générale Mixte** »), statuant aux conditions de majorité et de quorum requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration conformément aux dispositions des articles 6 du décret n°48-1683 du 30 octobre 1948 et R. 228-12 du Code de commerce, a notamment, aux termes de sa seizième résolution (la « **Seizième Résolution** ») :

1. **décidé** de regrouper les actions de la Société de telle sorte qu'un nombre maximum de quatre cent (400) actions ordinaires de la Société d'une valeur nominale unitaire d'un minimum de 0,002 euro chacune (les « **Actions Anciennes** ») seront échangées contre 1 action ordinaire de la Société d'une valeur unitaire d'un minimum de 0,80 euro (les « **Actions Nouvelles** »),
2. **donné** tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au Directeur Général, pouvant inclure une faculté pour celui-ci de subdéléguer, à l'effet de :
 - mettre en œuvre le regroupement ;
 - fixer la date de début des opérations de regroupement, qui interviendra au plus tôt à l'issue d'un délai de quinze (15) jours suivant la date de publication de l'avis de regroupement qui sera publié par la Société au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) ;
 - fixer la période d'échange dans la limite de trente (30) jours maximum à compter de la date de début des opérations de regroupement fixée par l'avis de regroupement publié par la Société au BALO visé ci-dessus ;
 - suspendre, le cas échéant, pour une durée n'excédant pas trois (3) mois, l'exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital pour faciliter les opérations de regroupement ;
 - procéder, en conséquence du regroupement d'actions, à tous ajustements des droits des bénéficiaires de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
 - constater et arrêter le nombre exact d'actions d'un minimum de 0,002 euro de valeur nominale (après réduction du capital) qui seront regroupées et le nombre exact d'actions susceptible de résulter du regroupement ;
 - constater la réalisation du regroupement et procéder en conséquence à la modification des statuts ;
 - procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - procéder, si besoin, à l'ajustement du nombre d'actions d'un minimum de 0,002 euro de valeur nominale pouvant être émises dans le cadre de l'utilisation des autorisations et des délégations de compétence ou de pouvoirs conférées au Conseil d'Administration par les précédentes assemblées générales ainsi que par l'Assemblée Générale Mixte ;
 - publier tous avis et procéder à toutes formalités prévues par la loi ; et
 - plus généralement, pour faire tout ce qui sera utile ou nécessaire en vue de la réalisation du regroupement dans les conditions prévues par la Seizième Résolution et conformément à la réglementation applicable ;

3. **fixé** à douze (12) mois, à compter de la date de l'Assemblée Générale Mixte, soit jusqu'au 17 avril 2024, la durée de la validité de la délégation faisant l'objet de la Seizième Résolution.

Conformément aux termes de la Seizième Résolution, le Conseil d'Administration a, lors de sa réunion du 15 décembre 2023, décidé d'approuver le principe du regroupement tel que prévu par la Seizième Résolution, et de conférer tous pouvoirs au Directeur Général pour mettre en œuvre le regroupement, et plus généralement faire tout ce qui sera utile ou nécessaire en vue de la réalisation du regroupement d'actions dans les conditions prévues par la Seizième Résolution et conformément à la réglementation applicable.

Conformément aux termes de la Seizième Résolution et de la réunion du Conseil d'Administration du 15 décembre 2023 précitée, le Directeur Général a, lors de ses décisions en date du 14 mars 2024, décidé de mettre en œuvre le regroupement des actions ordinaires de la Société selon les modalités suivantes :

Date du début des opérations de regroupement : 2 avril 2024 ;

Base de regroupement : échange de 1.146.016.582 Actions Anciennes de 0,002 euro de valeur nominale contre 2.865.041 Actions Nouvelles de 0,80 euro de valeur nominale ;

Nombre d'Actions Anciennes soumises au regroupement : 1.146.016.582 Actions Anciennes de 0,002 euro de valeur nominale ;

Nombre d'Actions Nouvelles à provenir du regroupement : 2.865.041 actions ordinaires de 0,8 de valeur nominale.

Il est précisé que l'actionnaire Stanislas Veillet a renoncé expressément au regroupement de 182 actions anciennes afin de permettre l'application du ratio d'échange à un nombre entier d'actions (soit 1.146.016.400). Ces 182 actions anciennes seront par conséquent annulées.

Période de regroupement : 30 jours à compter de la date de début des opérations de regroupement, soit du 2 avril 2024 au 3 mai 2024 (inclus) ;

Titres formant quotité : la conversion des Actions Anciennes en Actions Nouvelles sera effectuée selon la procédure d'office ;

Titres formant rompus : les actionnaires qui ne détiendraient pas un nombre d'Actions Anciennes correspondant à un nombre entier d'Actions Nouvelles devront faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des Actions Anciennes formant rompus afin d'obtenir un multiple de 400 jusqu'au 2 mai 2024 (inclus). Passé ce délai, les actionnaires qui n'auraient pas pu obtenir un nombre d'actions multiple de 400 seront indemnisés par leur intermédiaire financier, conformément aux articles L. 228-6-1 et R. 228-12 du Code de commerce, et à la pratique de marché. Les Actions Anciennes non regroupées seront radiées de la cote à l'issue de la période de regroupement.

Droit de vote : les Actions Nouvelles bénéficieront immédiatement du droit de vote double, sous réserve d'être maintenues au nominatif, si à la date du regroupement des Actions Anciennes dont elles sont issues, chacune de ces Actions Anciennes bénéficiait du droit de vote double. En cas de regroupement d'Actions Anciennes qui étaient inscrites au nominatif depuis des dates différentes, le délai retenu pour l'appréciation du droit de vote double des Actions Nouvelles sera réputé débiter à la date la plus récente de mise au nominatif des Actions Anciennes. A l'issue de la période de regroupement, les actions ordinaires non regroupées perdront leur droit de vote et ne seront plus comprises dans le calcul du quorum, et leurs droits aux dividendes futurs seront suspendus.

Centralisation : toutes opérations relatives au regroupement auront lieu auprès d'Uptevia (90 – 110 Esplanade du Général de Gaulle, 92931 Paris La Défense Cedex) désigné en qualité de mandataire pour la centralisation des opérations de regroupement. En application des articles L. 288-6-1 et R. 228-12 du Code de commerce, les Actions Nouvelles qui n'ont pu être attribuées individuellement et correspondant à des droits formant rompus seront vendues en bourse par les teneurs de comptes et les sommes provenant de la vente seront réparties proportionnellement aux droits formant rompus des titulaires de ces droits.

Les Actions Anciennes soumises au regroupement sont admises aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris jusqu'au 2 mai 2024, dernier jour de cotation, sous le code ISIN FR001400OLP5.

Les Actions Nouvelles issues du regroupement seront admises aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris à compter du 3 mai 2024, premier jour de cotation, sous le code ISIN FR001400OLP5.

Le Conseil d'Administration du 15 décembre 2023 a délégué tous pouvoirs au Directeur Général, avec faculté de subdélégation, à l'effet de constater la réalisation du regroupement et procéder en conséquence à la modification corrélative des statuts de la Société, publier tous avis et procéder à toutes formalités requises par la loi, et plus généralement faire tout ce qui sera utile ou nécessaire en vue de procéder au regroupement des actions conformément à la réglementation applicable.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION